

Sur un air de stagnation

Publication de l'IMD World competitiveness yearbook 2011



Pour la Chambre de commerce, la détérioration de la compétitivité du pays continue inexorablement

Selon l'étude de l'Institute for management development (IMD), le Luxembourg pointe à la onzième place en termes de compétitivité.

MARC FASSONE

Un résultat qui, pour la Chambre de commerce – qui coordonne au Grand-Duché l'enquête basée sur des indicateurs statistiques et sur l'opinion des décideurs et des dirigeants d'entreprise pour le compte de l'IMD – témoigne

d'une stagnation «*qu'il est temps d'enrayer*». «*En dépit de ses bons résultats en termes de croissance économique, le Luxembourg n'est pas parvenu à rétablir son positionnement des années 2007 et 2008 (4^e puis 5^e rang mondial) et conserve la position acquise dans l'édition 2010*», détaille la Chambre.

«*Malgré une situation conjoncturelle allant en s'améliorant, la situation structurelle piétine. Le Luxembourg n'a pu maintenir sa performance que grâce à deux caractéristiques structurelles de son économie, d'une part l'importance des investissements directs étrangers (IDE), fortement volatiles, et d'autre part, un marché du travail régulé par un mouvement frontalier important.*»

Deux indicateurs en trompent l'œil donc, comme le résume Carlo Thelen de la Chambre de commerce.

Les bons chiffres liés au marché du travail – le pays passe dans le classement de la 40^e à la 25^e place – sont dus à la stabilisation du chômage.

Une stabilisation résultant de deux facteurs: les politiques de maintien dans l'emploi et le fait que les chômeurs frontaliers alimentent les statistiques de leurs pays de résidence.

D'où une amélioration «virtuelle» sur un marché du tra-

vail qui reste «*un marché trop réglementé et qui exporte en grande partie ses problèmes sociaux au premier rang desquels le chômage.*»

Quant aux IDE, si le pays passe du 57^e rang au 15^e, c'est avant tout pour des raisons statistiques, les chiffres 2009 étant incomplets...

FRAGILITÉ

Tous les autres indicateurs de compétitivité se sont dégradés. Bref, l'économie est dans une situation structurelle fragile.

Pour la Chambre de commerce, le rapport, en plus de mettre, de façon générale, en exergue la stagnation de la compétitivité nationale, met en lumière «*la dégradation inquiétante et avérée des finances publiques*».

Des finances publiques caractérisées par le poids, «*devenu considérable*», des dépenses publiques.

Des dépenses dont l'efficacité reste inférieure à celles issues du secteur productif du pays. «*Un décalage structurel*», insiste l'étude.

Le Grand-Duché s'inscrit dans ce schéma, avec un indicateur de compétitivité des affaires le plaçant 9^e du classement tandis que l'indicateur de compétitivité «publique» le positionne 15^e.

«*Il est donc primordial de prendre des mesures en faveur d'une réduction des charges administratives et d'une simplification des procédures*», indique la Chambre de commerce.

Selon l'étude, pour améliorer sa compétitivité, le pays doit pour 2011, se pencher sur les problèmes des dépenses vives, les dépenses de formation, les dépenses de recherche et de développement, augmenter les qualifications de la main-d'œuvre locale, adapter le mécanisme d'indexation des salaires, assainir ses finances publiques sans sacrifier les investissements publics et améliorer les retombées des activités de recherche et de développement.

PALMARÈS

Les États-Unis et Hong-kong sont premiers ex aequo. Singapour, premier l'an dernier, passe à la troisième place. La Suède, la Suisse, Taïwan, le Canada, le Qatar, l'Australie et l'Allemagne complètent le top 10.

Le Venezuela est dernier à la 59^e place. La Grèce se classe 56^e, alors qu'elle était 46^e l'année dernière.